

Le Koweït, plus grand financier des djihadistes anti-Occidentaux...



Avec des amis comme celui-là, pas besoin d'ennemis !

Avec Alexandre Del Valle

Nous avons examiné [la semaine dernière, dans notre scanner géopolitique](#) comment l'Occident se trompe systématiquement d'ennemis depuis la fin de la guerre froide en désignant comme tel la Russie - qui est pourtant un allié naturel géopolitique et énergétique face aux pôles totalitaires de l'islamisme, donc face nos vrais ennemis. Examinons aujourd'hui le cas d'un autre Etat Janus dont la "main droite pro-occidentale" ignore la "main gauche du financement du terroriste": le Koweït, pays pour lequel les Occidentaux (Etats-Unis en tête) se sont battus face au régime anti-islamiste de Saddam Hussein. Dirigé par une famille régnante indéboulonnable, les Al-Sabah (forte de 12 000 membres - dont dix forment le Haut Conseil), protégée par l'Occident et dont l'émir-souverain actuel est Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Les Al-Sabah, ce pays, souvent présenté par la propagande américaine comme "modéré" et "en voie de démocratisation" depuis la campagne de libération face au voisin ennemi baathiste de Saddam, les milliardaires et leurs cheikhs salafistes ou sponsors des Frères musulmans redistribuent comme bon leur semble la manne pétrolière tant dans le but de clientéliser les différentes strates de la société que dans celui de financer l'islamisme radical et les djihadistes dans le monde. Cette dynastie qui considère comme ses homologues saoudiens ou qataris l'Etat et ses richesses comme un patrimoine personnel, est protégée par une "constitution" sur mesure contre toute critique ou enquête nationale ou internationale.

La "Wahhabisation" progressive du Koweït

C'est en fait en réaction à l'idéologie nationaliste arabe gauchisante et laïque que, dans les années 1970, un courant de pensée néo-islamiste s'est renforcé au Koweït avec notamment l'accueil des Frères musulmans égyptiens qui fuyaient les persécutions sous Nasser. Officiellement reconnus par les pouvoirs publics, ceux-ci opèrent en toute légalité dans ce pays sunnite officiellement de rite malékite (très orthodoxe) mais qui est miné par l'influence d'oulémas wahhabites venues du Najd (Arabie saoudite) dès le XVIII^e siècle. Ces salafistes Koweïtiens constituent un groupe de pression très puissant, représenté au parlement et qui œuvre à l'interdiction de la vente d'alcool, de la mixité, des danses de femmes, de l'octroi de la nationalité aux non-musulmans, puis à la pénalisation du blasphème et des moqueries envers Mahomet et ses compagnons. En 1981, les salafistes y ont créé l'Association de la Revivification du Patrimoine islamique, calque de celle des Frères musulmans dans son organisation tenue secrète. En 1991, après la victoire contre les Irakiens, l'influence des cheikhs wahhabites saoudiens s'intensifia à la faveur d'une interprétation de l'invasion irakienne vue comme "une punition divine car les Koweïtiens se sont écartés du bon chemin de Dieu et ont répandu la corruption dans leur pays». Une radicalisation de l'islam politique au Koweït fut également constatée en réaction au régime laïque de Saddam Hussein renversé par les Occidentaux. L'islamisme salafiste et frériste koweïtien a alors accru son rôle d'appui extérieur de nombreux mouvements islamistes radicaux et même terroristes, du chaos irakien post-Saddam aux révolutions arabes.

Persécution des chrétiens

La majorité de la population koweïtienne est immigrée (1,3 million sur un total de 3 millions), essentiellement originaires du monde

arabe ou d'Asie et dont le principal droit est de se taire et de se faire exploiter... La Constitution koweïtienne stipule que l'Etat garantit la liberté de religion tout en précisant que la pratique religieuse est soumise à la charià, mais les nombreuses minorités religieuses y sont discriminées : le gouvernement impose l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques et privées, il est presque impossible pour les chrétiens et autres non-musulmans d'obtenir des autorisations d'ouverture ou de rénovations de lieux de culte. Les cours de religion chrétienne sont interdits même pour les chrétiens, dont le culte est pourtant officiellement reconnu. Dans cet Etat souvent présenté comme "tolérant" et "pro-occidental" pour justifier *a posteriori* la guerre du Golfe de 1990 contre le régime irakien-baathiste de Saddam Hussein, qui avait envahi le Koweït, l'islamisme radical s'exprime dans toute la sphère de la société. Ces dernières années, la croissance de l'islamisme au sein de la population sunnite préoccupe les minorités. Le 16 février 2012, un groupe de parlementaires islamistes, conduit par le député Osama El-Munawer, a déposé une proposition de loi visant à interdire la construction d'églises et autres lieux de culte non islamiques dans le pays, au motif que "le Koweït a déjà trop d'églises par rapport à la minorité chrétienne". La proposition initiale prévoyait la destruction des églises situées sur le territoire koweïtien. Elle avait reçu le soutien public du grand mufti d'Arabie-Saoudite, le cheikh Abdul-Aziz ibn Abdullah²...

Soutien aux Frères musulmans, comme le Qatar, mais plus discret...

En fait, le Koweït est, avec le Qatar et la Turquie d'Erdogan, l'un des plus importants soutiens et financiers des Frères Musulmans en Occident et dans le monde. Outre la grande mosquée d'Amsterdam (Mosquée Bleue de la banlieue de Sloterdijk, financée par le Koweït, via l'Europe Trust Nederland), on sait que le gouvernement koweïtien paie les salaires de l'imam de la mosquée de rite sunnite-orthodoxe malékite d'Amsterdam qu'il contrôle, à travers l'organisation paneuropéenne des Frères musulmans nommée l'Europe Trust, dont le Koweït est l'un des principaux financiers. Rappelons que l'Europe Trust, basé en Grande Bretagne, grand allié du Koweït et financé largement par ce dernier, canalise, d'après la prestigieuse revue américaine *Middle East Quarterly*, "l'argent provenant du golfe Persique vers des groupes bien disposés à l'égard des Frères Musulmans en Europe, principalement pour la construction de mosquées"³. Codirigé par Ahmad al-Râwi, cadre des Frères Musulmans au Royaume-Uni et Nooh al-Kaddo, Irakien qui dirige le Centre Culturel Islamique d'Irlande (ICCI), l'Europe Trust est lié au Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche dirigé par Yousef al-Qaradhaoui. Al Kaddo est par ailleurs mandataire du Human Appeal International, association caritative liée au Hamas qui tient la plus grande mosquée de l'Union européenne, la Mosquée al-Salâm à Rotterdam (aux minarets de 50 mètres de haut, point le plus élevé de la ville).

Accusations de soutien au djihadisme

Selon une déclaration de 2003 d'un ancien coordinateur de la Sécurité Nationale et du Contre-terrorisme, Richard Clarke, devant le Comité du Système bancaire du Sénat des États-Unis, "plusieurs opérations d'al-Qaïda auraient été associées aux Frères Musulmans koweïtiens" incluant la tête pensante du 11 septembre, Khalid Sheikh Mohammad et Ramzi Yousef, figure-clé de l'attaque du World Trade Center en 1993. Clarke a affirmé que "le gouvernement koweïtien a fourni un financement substantiel aux associations caritatives contrôlées par les Frères Musulmans du Koweït, comme la Lajnat al-Da'wa, désignée par le Département du Trésor des États-Unis et le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, le 9 janvier 2003, comme soutien d'al-Qaïda... Malgré cela, Lajnat al-Da'wa possède toujours une représentation dans le Michigan, le Colorado et en Virginie du Nord. D'après des télégrammes publiés par Wikileaks concernant le financement du terrorisme et diffusés par le *New York Times*, le Koweït serait "le seul pays du Golfe où le financement du terrorisme n'a jamais pu être criminalisé, un point-clé du transit". Aussi, le célèbre Centre Culturel Islamique de New-York, lié aux Frères musulmans et qui a été fondé par Muhammad 'Abdul Ra'ouf, père de l'ancien imam de la mosquée Ground Zero/Park 51, Faisal Ra'ouf, est également financé par le gouvernement koweïtien⁶.

Le rapport pré-cité du Département d'État publié en 2013 dépeint le Koweït comme "l'épicentre du financement des groupes terroristes en Syrie". Pour arriver à leurs fins puis faire des transactions, les islamistes terroristes de nombreux pays ont bénéficié des larges capacités de recyclage des systèmes financiers du pays, souvent *via* des banques peu regardantes et "d'ONG d'Allah" et princes ou riches hommes d'affaires privés. On se rappelle qu'en février 2014, l'ancien Premier ministre irakien chiite Nouri al Maliki avait accusé le Koweït, le Qatar et l'Arabie saoudite d'avoir indirectement "attaqué" la Syrie et l'Irak à travers l'envoi de moudjahidines et surtout de fonds destinés aux groupes terroristes islamistes prélevés dans ces pays. De nombreuses informations recueillies depuis par les experts du renseignement conduisent vers ce pays "pro-occidental" et apparemment insoupçonnable, d'autant que les Etats-Unis et ses alliés l'ont libéré de l'invasion irakienne lors de la guerre du Golfe de 1990 contre les troupes de Saddam Hussein. On sait aujourd'hui que pratiquement tous les groupes salafistes-djihadistes, de l'EI à Al-Nusra en passant par les djihadistes maliens anti-Français, AQMI ou Boko Haram sans oublier les Shabbabs somaliens, ont bénéficié de «dons privés» en provenance des pays du Golfe et en particulier du Koweït, pays de "transit" favori de la finance terroriste.

D'après un rapport du *think tank* américain Brookings Institute publié en décembre 2013, de nombreuses organisations de collecte de fonds pour les combattants syriens ont prospéré dans les pays du Golfe et notamment au Koweït depuis des années et en particulier lors des révolutions arabes. Ces organisations ont su mobiliser les utilisateurs de réseaux sociaux, à travers des vidéos et photos de massacres attribués au régime de Damas et destinées à émouvoir les internautes dans le but de collecter des fonds aux termes d'efficaces campagnes de *crowdfunding* de plus en plus innovantes. Le rapport pointe du doigt une vingtaine de groupes, y compris l'organisation non gouvernementale Revival of the Islamic Heritage Society, connue dans le passé pour avoir financé le terrorisme afghan et pakistanais (ce qui avait été dénoncé par les Nations Unies) et qui finance depuis 2012 toute sorte de "rebelles" syriens islamistes. Citons par exemple des cheikhs qui ont animé ouvertement au Koweït des campagnes en faveur d'al-Qaïda : Nayef al-Ajmi, Ghanem al-Mutairi ou Al-Shafi Ajmi. Ce dernier a déclaré lui-même au *New York Times*, qu'il avait "réussi à amasser 14 millions dollars en seulement cinq jours" en faveur des djihadistes. Des dizaines de millions de dollars collectés au Koweït ou *via* ce pays ont permis d'alimenter les milices ou brigades djihadistes plus ou moins "indépendantes", chacune pouvant collecter jusqu'à trois millions de dollars par an. Selon des experts de la DRM, chaque brigade aurait reçu en moyenne de 840000 à 3400000 de dollars par an. L'étude de l'Institut Brookings a par ailleurs révélé que le seul Koweït aurait favorisé et organisé la collecte et ou le transit de centaines de millions de dollars. Il est vrai que le système bancaire du pays est dépourvu de normes de lutte contre le blanchiment d'argent et favorise l'*hawala*, système islamique traditionnel non traçable informatiquement de transferts de fonds de personnes à personnes). C'est par conséquent depuis ce pays apparemment inoffensif, paisible, "pro-occidental" et libéré en 1990 par les armées anglo-américaines et la coalition internationale sous couvert des Nations Unies, qu'a été acheminée une part importante du financement destiné aux mouvances islamistes et djihadistes irakiennes et syriennes. Selon les reconstitutions des spécialistes de la lutte antiterroriste américaine, la plupart de l'argent aurait transité directement par des banques koweïtiennes avant d'être livré

physiquement à la frontière turco-irakienne ou surtout turco-syrienne.

Selon le même rapport de la Brookings Institute pré-cité, le Koweït serait devenu "une plaque-tournante du financement de la myriade de groupes rebelles en Syrie", le montant des aides se chiffrant à plusieurs centaines de millions de dollars. Grâce à une législation particulièrement laxiste au Koweït, des hommes d'affaire de l'émirat auraient fait transiter des sommes colossales via la Turquie ou la Jordanie pour financer la rébellion tandis que des membres de la minorité chiite au Koweït soutiendraient, eux, le régime d'Assad (ce qui a d'ailleurs provoqué des attentats anti-chiites très meurtriers dans le pays en "représailles"). Le rapport de la Brookings Institution souligne que la collecte de fonds pour les rebelles syriens est ainsi devenue à partir de 2011 un enjeu majeur des rivalités entre tribus, religieux, ou forces politiques, au Koweït, les milieux wahhabites promoteurs du salafisme étant de loin les plus actifs et bénéficiant de toute une chaîne de complicité au sein des autorités du pays et des réseaux de leaders religieux. Des campagnes ont ainsi été menées de façon quasi officielle, expliquant notamment que l'on pouvait "acheter une roquette avec 800 dollars", ou "équiper un soldat avec 2 500 dollars"... Les noms de certains riches donateurs, intouchables, parlementaires ou dignitaires religieux, comme Jaman Herbach, Walid al-Tabtabai, Hadjaj al-Ajmi ou Abd al-Rahmane al-Anizi, sont mentionnés dans les différentes enquêtes anti-terroristes relatives aux financements des djihadistes syriens notamment, dont les bailleurs de fonds affichent ouvertement leur "mécénat". Les stratégies des donateurs Koweïtiens allaient du financement de la création de brigades salafistes regroupées dans "Jahbat al-Asala wa al-Tanmiya", au renforcement de groupes islamistes dont "Ahrar al-Sham" (soutenu par Shafi al-Ajmi) ou encore Jabhat Al-Nosra, financée notamment par Ghanem al-Mutairi et rebaptisée en juillet 2016 Jahbat al-Fatah al-Cham après s'être désolidarisée verbalement d'al-Qaïda, ceci afin d'être plus facilement soutenue par les monarchies du Golfe sous pression. D'après la Brookings Institution, tous les groupes financés par les Koweïtiens collaborent directement soit avec al-Qaïda, soit avec Al-Nosra, ce qui dément l'affirmation très en vogue en Occident, en Turquie et dans les pays du Golfe selon laquelle seuls les rebelles islamistes anti-Assad "modérés" seraient bénéficiaires de la manne des pétrodollars des riches donateurs "privés" du Golfe.

Les "efforts" pour lutter contre le financement du terrorisme

Certes, les choses ont un peu changé depuis que les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux mais aussi Moscou ont exercé des pressions afin que le Koweït prenne des mesures contre le financement du djihadisme. Les dirigeants des pays occidentaux, conscients de ce problème majeur, ont tenté de lutter contre cette opacité du système bancaire et de la société koweïtienne, au moment même où, fin 2013, David S. Cohen, le sous-secrétaire du Trésor chargé du terrorisme et du renseignement financier, a reconnu officiellement que ce pays "ami" n'avait jamais amendé ou aboli des lois permissives qui ont longtemps permis de blanchir ou faire transiter en toute impunité l'argent du terrorisme. C'est dans ce contexte que les autorités koweïtiennes ont adopté pour la première fois, en juin 2013, une loi destinée à lutter contre ce phénomène, créant ainsi l'infraction de "financement du terrorisme" et créant pour la première fois un groupe de travail chargé de dresser une liste noire des bénéficiaires des paiements s'élevant à plus de 10 500 dollars. Mais si les circuits bancaires officiels sont moins ouvertement empruntés par les mécènes des djihadistes, les circuits plus indirects et opaques tout comme les vieux système de l'*hawala* permettent toujours à de riches koweïtiens de faire des dons à des groupes terroristes syriens ou autres via l'aumône légale (*zakat*) et des ONG d'Allah plus discrètes et qui sont rompues aux systèmes de transferts non-traçables.